

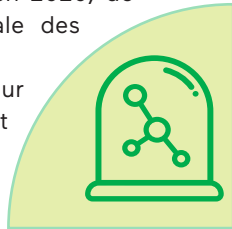
La feuille de route chlordécone 2019-2020, c'est quoi ?

La chlordécone est un insecticide qui a été utilisé entre 1972 et 1993 en Guadeloupe et en Martinique pour lutter contre le charançon du bananier. Depuis 2008, le gouvernement français a mis en place, grâce à trois plans successifs (2008-2010 ; 2011-2013 ; 2014-2020) d'importants moyens pour sensibiliser et protéger les populations (principalement en réduisant l'exposition via l'alimentation), soutenir les professionnels impactés et améliorer les connaissances sur ce produit.

La feuille de route 2019-2020 recense les mesures prioritaires annoncées par le Président de la République en septembre 2018 et issues du colloque organisé aux Antilles en octobre 2018. Intégrée dans la stratégie Trajectoire outre-mer 5.0, et notamment l'objectif zéro Polluant agricole, cette feuille de route sera déclinée en 4 axes principaux constitués de nombreuses actions concrètes dans l'attente d'un plan IV (2021-2026) qui sera élaboré à partir de l'été 2019. Les actions de la feuille de route concernent notamment :

1. Les enjeux environnementaux au cœur de la lutte contre la chlordécone

- Mise en place d'un plan renforcé d'analyse des sols à destination des particuliers et des agriculteurs avec ciblage prioritaire des zones de production de denrées sensibles (légumes-racines, fourrage).
- Renforcement de la recherche sur la dépollution des sols et les mécanismes de contamination des milieux aquatiques.
- Évaluation de l'impact de la chlordécone sur l'air ambiant grâce aux premiers résultats, prévus en 2020, de la campagne de surveillance nationale des pesticides dans l'air ambiant.
- Création d'outils juridiques adaptés pour réglementer les pratiques favorisant la pollution, comme le transport de terres contaminées.



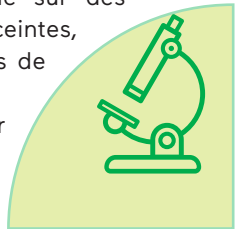
2. Tendre vers le zéro chlordécone dans l'alimentation

- Accroissement des contrôles, qui ont déjà augmenté de 30% en 2018 et 2019, en particulier pour les produits végétaux sensibles, les denrées commercialisées dans les circuits informels, la viande bovine et l'eau potable.
- Renforcement de la communication sur les contrôles et mise en place de recommandations pour limiter les pratiques participant à l'exposition des populations.
- Rédaction de chartes de qualité sur les productions locales pour maîtriser les risques de contamination lors de la production, amélioration de la traçabilité des produits et rétablissement de la confiance des consommateurs vis-à-vis de la production locale.
- Mise en œuvre d'un accompagnement technique et financier des agriculteurs et pêcheurs.
- Étude de nouvelles mesures d'interdiction afin de sécuriser davantage les productions sensibles.
- Révision des limites maximales de résidus pour la viande bovine et les autres viandes.



3. Accompagner les populations avec des actions de prévention adaptées

- Renforcement du programme « jardins familiaux », qui permet notamment de prendre en charge les diagnostics des sols chez les particuliers.
- Développement d'un programme d'accompagnement spécifique pour les auto-consommateurs des produits de la pêche, doublé d'un programme spécifique de suivi des femmes enceintes et en âge de procréer en Martinique et en Guadeloupe.
- Actualisation des indicateurs de suivi de l'exposition de la population.
- Évaluation de l'impact des programmes de prévention en instaurant une surveillance spécifique sur des populations ciblées (femmes enceintes, jeunes enfants,...) via des études dites de « biosurveillance ».
- Mise en œuvre des travaux sur la reconnaissance des maladies professionnelles.



4. Mieux communiquer et impliquer davantage les populations

- Renforcement des efforts de communication sur l'exposition à la chlordécone et les risques associés afin d'améliorer la transparence de l'information, maintenir la confiance des consommateurs et améliorer l'information des consommateurs sur les pratiques à risque.
- Renforcement des actions de sensibilisation, notamment à destination du jeune public, en menant une réflexion sur l'inscription du sujet de la chlordécone dans les programmes scolaires locaux.
- Développement d'outils pour intervenir sur la prévention des expositions à la chlordécone dans le cadre du service sanitaire.
- Meilleure implication des parties prenantes : élus, secteur associatif, chercheurs, professionnels de santé.

